



**approuvant la création du Comité social d'administration
d'établissement de l'Université de La Réunion**

Point inscrit à l'ordre du jour n° 6

Conseil d'administration du 12 mai 2022

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 951-1-1 et L. 712-3 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9 bis, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;

Vu l'arrêté n° 2021-2022-253 portant fixation des effectifs et la part respective de femmes et d'hommes pour les élections des représentants au Comité social d'administration d'Etablissement de l'Université de la Réunion ;

Vu l'avis du Comité technique d'établissement de l'Université de La Réunion en date du 29 avril 2022,

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration **approuvent la création du Comité social d'administration d'établissement de l'Université de La Réunion** ;

Article 1^{er}

Il est institué, auprès du président de l'Université de La Réunion, un comité social d'administration de proximité dénommé comité social d'administration d'établissement public, en application de l'article 6 du décret du 20 novembre 2020 susvisé :

Le comité social d'administration d'établissement public est compétent dans les matières et conditions fixées par le titre III du même décret pour les questions intéressant l'organisation et le fonctionnement de l'établissement public.

Article 2

Le comité social d'administration d'établissement public mentionné à l'article 1^{er} de la présente délibération présidé par le président de l'Université de La Réunion, il comprend également le responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines.

Le comité social d'administration d'établissement public comprend les représentants du personnel suivants : 10 titulaires et 10 suppléants élus au scrutin de liste, dans les conditions fixées à l'article 20 du décret du 20 novembre 2020 susvisé.

Le président est assisté en tant que de besoin par le ou les représentants de l'établissement exerçant des fonctions de responsabilité et concernés par les questions ou projets de textes soumis à l'avis du comité social d'administration d'établissement public.

Article 3

En application de l'article 21 du décret du 20 novembre 2020 susvisé, les parts de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour la création du comité social d'administration d'établissement de l'Université de La Réunion sont ainsi fixées au 1er janvier 2022 : 1452 agents représentés dont 696 femmes soit 48 % et dont 756 hommes soit 52 %.

Article 4

Une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est créée au sein du comité social d'administration de l'Université de La Réunion, dénommée formation spécialisée du comité, conformément à l'article 9 du décret du 20 novembre 2020 susvisé :

Elle est compétente dans les matières et les conditions fixées par le chapitre II du titre III du même décret.

Article 5

La formation spécialisée du comité, présidée par le président de l'Université de La Réunion, comprend également le responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines.

Elle comprend le même nombre de représentants du personnel titulaires siégeant dans le comité social d'administration d'établissement public, désignés dans les conditions fixées à l'article 24 du décret du 20 novembre 2020 susvisé.

Le directeur est assisté en tant que de besoin par le ou les représentants de l'établissement exerçant des fonctions de responsabilité et concernés par des questions soumises à l'avis de la formation spécialisée du comité.

Article 6

Le comité technique d'établissement de l'Université de La Réunion et le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'Université de La Réunion demeurent compétents jusqu'au 1^{er} janvier 2023. Le mandat de leurs membres est maintenu jusqu'à la même échéance.

Article 7

Toute délibération du Conseil d'administration relative à la création et au fonctionnement du Comité technique et du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est abrogée à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 8

Sous réserve des articles 6 et 7, les dispositions de la présente délibération entrent en vigueur au prochain renouvellement général des instances de représentation du personnel de la fonction publique.

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				24		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	24	contre	0	abstention (s)	0

Fait à Saint-Denis le **20 mai 2022**
Le Président de l'Université de La Réunion

Professeur Frédéric MIRANVILLE

Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités, le

2.7 MAI 2022

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **2.7 MAI 2022**